

427128-2026 - Mise en concurrence

Belgique – Services de conseil en matière de sécurité – Prestations de cyber-sécurité

OJ S 118/2026 22/06/2026

Avis de marché ou de concession – régime ordinaire - Avis de changement

Services

1. Acheteur

1.1. Acheteur

Nom officiel: Digit'Eaux

Adresse électronique: philippe.picalausa@digiteaux.be

Forme juridique de l'acheteur: Entreprise publique

Activité du pouvoir adjudicateur: Services d'administration générale

2. Procédure

2.1. Procédure

Titre: Prestations de cyber-sécurité

Description: Le présent marché a pour objectif de permettre à Digit'Eaux et à ses coopérateurs (désignés tous communément comme pouvoirs adjudicateurs bénéficiaires) : - de recourir à des audits de cybersécurité, - de bénéficier d'une assistance spécialisée en cas d'incident de sécurité, tout en garantissant : * la pluralité des prestataires, * l'absence de dépendance ou de conflit d'intérêts, * la conformité réglementaire et contractuelle. Le marché est divisé en lots comme suit : * Lot 1 : Audits et tests de cybersécurité IT * Lot 2 : Audits et tests de cybersécurité industrielle * Lot 3 : Assistance à l'investigation et à la réponse en cas d'incident IT * Lot 4 : Assistance à l'investigation et à la réponse en cas d'incident industrielle

Identifiant de la procédure: 70344516-8f8c-448c-87e2-24c944b0acc6

Identifiant interne: PPP1YF-71/6036/MP_26.105

Type de procédure: Ouverte

La procédure est accélérée: non

2.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79417000 Services de conseil en matière de sécurité

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Huy (BE331)

Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Liège (BE332)

Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Waremme (BE334)

Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Bezirk Verviers — Deutschsprachige Gemeinschaft (BE336)
Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Huy (BE331)
Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Liège (BE332)
Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Waremme (BE334)
Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Bezirk Verviers — Deutschsprachige Gemeinschaft (BE336)
Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Huy (BE331)
Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Liège (BE332)
Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)
Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Waremme (BE334)
Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Bezirk Verviers — Deutschsprachige Gemeinschaft (BE336)
Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Huy (BE331)
Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Liège (BE332)
Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Waremmme (BE334)

Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Bezirk Verviers — Deutschsprachige Gemeinschaft (BE336)

Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Huy (BE331)

Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Liège (BE332)

Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Waremmme (BE334)

Pays: Belgique

2.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Bezirk Verviers — Deutschsprachige Gemeinschaft (BE336)

Pays: Belgique

2.1.3. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 474 600,00 EUR

2.1.4. Informations générales

Base juridique:

Directive 2014/24/UE

2.1.5. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Nombre maximal de lots pour lesquels un soumissionnaire peut présenter une offre: 4

Conditions du marché:

Nombre maximal de lots pouvant être attribués à un soumissionnaire: 4

2.1.6. Motifs d'exclusion

Sources des motifs d'exclusion: Document de marché

5. Lot

5.1. Lot: LOT-0001

Titre: Lot 1 : Audits et tests de cybersécurité IT

Description: Lot 1 : Audits et tests de cybersécurité IT

Identifiant interne: MP_26.105_1

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79417000 Services de conseil en matière de sécurité

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Huy (BE331)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Liège (BE332)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Waremme (BE334)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Bezirk Verviers — Deutschsprachige Gemeinschaft (BE336)

Pays: Belgique

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 1

Autres informations sur le renouvellement: Le lot 1 comporte une reconduction.

5.1.5. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 195 300,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés: Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Assurance responsabilité professionnelle pour les risques

Description du critère de sélection: Assurance RC couvrant les risques liés aux prestations de cybersécurité Niveau(x) minimal(aux): Le soumissionnaire doit disposer d'une assurance en responsabilité civile couvrant les risques liés aux prestations du soumissionnaire en matière de cybersécurité

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Références similaires Niveau(x) minimal(aux): Le soumissionnaire doit disposer au minimum de 2 références similaires. Par similaire, on entend des références portant sur : la réalisation d'audit en cybersécurité (lot 1 et 2) l'assistance à l'investigation et à la réponse en cas (lot 3 et 4), pour : des structures de taille équivalente (> 1k

pers.) ou présentant un niveau de criticité ou de complexité égales ou supérieures, réalisées au cours des 3 dernières années. du secteur des utilities ou d'autres secteurs, à condition de démontrer un niveau de criticité et de complexité technique équivalent. Pour autant qu'elle porte sur les exigences requises (audit et assistance à l'investigation et à la réponse ; niveau de criticité / complexité requis), une même référence peut être utilisée pour plusieurs lots Par niveau de criticité égal ou supérieur, on entend toute organisation opérant des systèmes ou infrastructures classifiés comme important, essentiels ou critiques au sens de la directive NIS2, de la loi du 26 avril 2024 ou d'une réglementation sectorielle équivalente (opérateurs d'importance vitale, infrastructures critiques, secteurs régulés). Par niveau de complexité égal ou supérieur, on entend toute organisation disposant d'un environnement technique hétérogène incluant des systèmes OT/SCADA ou industriels, des interconnexions multi-sites, ou soumis à des exigences de disponibilité et de continuité opérationnelle strictes (SLA critique, 24/7). Les soumissionnaires sont dès lors invités à détailler leurs références de manière à démontrer la satisfaction à ces exigences.

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Dans son offre, le soumissionnaire reprend impérativement le DUME (dûment rempli), par lequel l'opérateur économique déclare qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016. L'article 70 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics s'applique. Pour les motifs d'exclusion visés à l'article 67 de la loi, le candidat ou soumissionnaire signale d'initiative s'il a pris les mesures correctrices visées au paragraphe 1er de l'article 70 au début de la procédure. La vérification de l'absence de dettes sociales et fiscales et l'absence de situation de faillite (ou assimilée) s'effectue par le Pouvoir adjudicateur via la consultation (i) de l'application TELEMARC (DIGIFLOW) pour les soumissionnaires belges ou employant du personnel assujetti à l'ONSS (ii) ou, pour les autres soumissionnaires, de tout autre banque de données similaire référencée dans leur DUME. En l'absence de banque de données similaire disponible gratuitement pour le Pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires seront invités à transmettre les attestations correspondantes, datant de moins de 3 mois. L'adjudicataire pressenti sera en outre invité à transmettre dans les 10 jours ouvrables un extrait de casier judiciaire, datant de moins de 3 mois (ou du document assimilé pour les soumissionnaires étrangers), qui devra être fourni : pour le soumissionnaire agissant individuellement : s'il s'agit d'une personne morale : celui de la société et de chaque personne physique détenant un pouvoir de représentation, de décision et/ou de contrôle au sein du soumissionnaire ; à cette fin le soumissionnaire joint déjà à son offre la liste des personnes visées par la présente disposition (voir annexe 4) s'il s'agit d'une personne physique, le sien propre ; pour chaque membre du groupement si le soumissionnaire est un groupement sans personnalité juridique (suivant le même principe que repris ci-dessus, pour chaque membre du groupement) ; pour chaque tiers dont le soumissionnaire se prévaut pour répondre à la sélection qualitative. Les soumissionnaires sont invités à reprendre ces documents directement dans leur offre s'ils en disposent.

5.1.10. Critères d'attribution

Critère:

Type: Coût

Description: Prix

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 40

Critère:

Type: Qualité

Description: Méthodologie

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 30

Critère:

Type: Qualité

Description: Qualité des profils

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 30

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/71/1YF/2026>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requête

Adresse de soumission: <https://www.publicprocurement.be>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variante: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 29/06/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 120 Jours

Informations relatives à l'ouverture publique:

Date d'ouverture: 29/06/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requête

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 2

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Conseil d'Etat

Description des délais d'introduction des procédures de recours: 15 jours pour un recours en suspension, 60 jours pour un recours en annulation.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Digit'Eaux

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Conseil d'Etat

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Digit'Eaux

5.1. Lot: LOT-0002

Titre: Lot 2 : Audits et tests de cybersécurité industrielle

Description: Lot 2 : Audits et tests de cybersécurité industrielle

Identifiant interne: MP_26.105_2

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79417000 Services de conseil en matière de sécurité

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Huy (BE331)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Liège (BE332)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Waremme (BE334)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Bezirk Verviers — Deutschsprachige Gemeinschaft (BE336)

Pays: Belgique

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 1

Autres informations sur le renouvellement: Le lot 2 comporte une reconduction.

5.1.5. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 195 300,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés: Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Assurance responsabilité professionnelle pour les risques

Description du critère de sélection: Assurance RC couvrant les risques liés aux prestations de cybersécurité Niveau(x) minimal(aux): Le soumissionnaire doit disposer d'une assurance en responsabilité civile couvrant les risques liés aux prestations du soumissionnaire en matière de cybersécurité

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Références similaires Niveau(x) minimal(aux): Le

soumissionnaire doit disposer au minimum de 2 références similaires. Par similaire, on entend

des références portant sur : la réalisation d'audit en cybersécurité (lot 1 et 2) l'assistance à l'investigation et à la réponse en cas (lot 3 et 4), pour : des structures de taille équivalente (> 1k pers.) ou présentant un niveau de criticité ou de complexité égales ou supérieures, réalisées au cours des 3 dernières années. du secteur des utilities ou d'autres secteurs, à condition de démontrer un niveau de criticité et de complexité technique équivalent. Pour autant qu'elle porte sur les exigences requises (audit et assistance à l'investigation et à la réponse ; niveau de criticité / complexité requis), une même référence peut être utilisée pour plusieurs lots Par niveau de criticité égal ou supérieur, on entend toute organisation opérant des systèmes ou infrastructures classifiés comme important, essentiels ou critiques au sens de la directive NIS2, de la loi du 26 avril 2024 ou d'une réglementation sectorielle équivalente (opérateurs d'importance vitale, infrastructures critiques, secteurs régulés). Par niveau de complexité égal ou supérieur, on entend toute organisation disposant d'un environnement technique hétérogène incluant des systèmes OT/SCADA ou industriels, des interconnexions multi-sites, ou soumis à des exigences de disponibilité et de continuité opérationnelle strictes (SLA critique, 24/7). Les soumissionnaires sont dès lors invités à détailler leurs références de manière à démontrer la satisfaction à ces exigences.

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Dans son offre, le soumissionnaire reprend impérativement le DUME (dûment rempli), par lequel l'opérateur économique déclare qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016. L'article 70 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics s'applique. Pour les motifs d'exclusion visés à l'article 67 de la loi, le candidat ou soumissionnaire signale d'initiative s'il a pris les mesures correctrices visées au paragraphe 1er de l'article 70 au début de la procédure. La vérification de l'absence de dettes sociales et fiscales et l'absence de situation de faillite (ou assimilée) s'effectue par le Pouvoir adjudicateur via la consultation (i) de l'application TELEMARC (DIGIFLOW) pour les soumissionnaires belges ou employant du personnel assujetti à l'ONSS (ii) ou, pour les autres soumissionnaires, de tout autre banque de données similaire référencée dans leur DUME. En l'absence de banque de données similaire disponible gratuitement pour le Pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires seront invités à transmettre les attestations correspondantes, datant de moins de 3 mois. L'adjudicataire pressenti sera en outre invité à transmettre dans les 10 jours ouvrables un extrait de casier judiciaire, datant de moins de 3 mois (ou du document assimilé pour les soumissionnaires étrangers), qui devra être fourni : pour le soumissionnaire agissant individuellement : s'il s'agit d'une personne morale : celui de la société et de chaque personne physique détenant un pouvoir de représentation, de décision et/ou de contrôle au sein du soumissionnaire ; à cette fin le soumissionnaire joint déjà à son offre la liste des personnes visées par la présente disposition (voir annexe 4) s'il s'agit d'une personne physique, le sien propre ; pour chaque membre du groupement si le soumissionnaire est un groupement sans personnalité juridique (suivant le même principe que repris ci-dessus, pour chaque membre du groupement) ; pour chaque tiers dont le soumissionnaire se prévaut pour répondre à la sélection qualitative. Les soumissionnaires sont invités à reprendre ces documents directement dans leur offre s'ils en disposent.

5.1.10. Critères d'attribution

Critère:

Type: Coût

Description: Prix

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 40

Critère:

Type: Qualité

Description: Méthodologie

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 30

Critère:

Type: Qualité

Description: Qualité des profils

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 30

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/71/1YF/2026>

5.1.12. Conditions du marché public**Conditions de soumission:**

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.publicprocurement.be>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 29/06/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 120 Jours

Informations relatives à l'ouverture publique:

Date d'ouverture: 29/06/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

5.1.15. Techniques**Accord-cadre:**

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 2

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Conseil d'Etat

Description des délais d'introduction des procédures de recours: 15 jours pour un recours en suspension, 60 jours pour un recours en annulation.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Digit'Eaux

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Conseil d'Etat

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Digit'Eaux

5.1. Lot: LOT-0003

Titre: Lot 3 : Assistance à l'investigation et à la réponse en cas d'incident IT

Description: Lot 3 : Assistance à l'investigation et à la réponse en cas d'incident IT
Identifiant interne: MP_26.105_3

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79417000 Services de conseil en matière de sécurité

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Huy (BE331)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Liège (BE332)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Waremme (BE334)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Bezirk Verviers — Deutschsprachige Gemeinschaft (BE336)

Pays: Belgique

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 1

Autres informations sur le renouvellement: Le lot 3 comporte une reconduction.

5.1.5. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 42 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés: Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Assurance responsabilité professionnelle pour les risques

Description du critère de sélection: Assurance RC couvrant les risques liés aux prestations de cybersécurité Niveau(x) minimal(aux): Le soumissionnaire doit disposer d'une assurance en responsabilité civile couvrant les risques liés aux prestations du soumissionnaire en matière de cybersécurité

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Références similaires Niveau(x) minimal(aux): Le soumissionnaire doit disposer au minimum de 2 références similaires. Par similaire, on entend des références portant sur : la réalisation d'audit en cybersécurité (lot 1 et 2) l'assistance à l'investigation et à la réponse en cas (lot 3 et 4), pour : des structures de taille équivalente (> 1k pers.) ou présentant un niveau de criticité ou de complexité égales ou supérieures, réalisées au cours des 3 dernières années. du secteur des utilities ou d'autres secteurs, à condition de démontrer un niveau de criticité et de complexité technique équivalent. Pour autant qu'elle porte sur les exigences requises (audit et assistance à l'investigation et à la réponse ; niveau de criticité / complexité requis), une même référence peut être utilisée pour plusieurs lots Par niveau de criticité égal ou supérieur, on entend toute organisation opérant des systèmes ou infrastructures classifiés comme important, essentiels ou critiques au sens de la directive NIS2, de la loi du 26 avril 2024 ou d'une réglementation sectorielle équivalente (opérateurs d'importance vitale, infrastructures critiques, secteurs régulés). Par niveau de complexité égal ou supérieur, on entend toute organisation disposant d'un environnement technique hétérogène incluant des systèmes OT/SCADA ou industriels, des interconnexions multi-sites, ou soumis à des exigences de disponibilité et de continuité opérationnelle strictes (SLA critique, 24/7). Les soumissionnaires sont dès lors invités à détailler leurs références de manière à démontrer la satisfaction à ces exigences.

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Dans son offre, le soumissionnaire reprend impérativement le DUME (dûment rempli), par lequel l'opérateur économique déclare qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016. L'article 70 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics s'applique. Pour les motifs d'exclusion visés à l'article 67 de la loi, le candidat ou soumissionnaire signale d'initiative s'il a pris les mesures correctrices visées au paragraphe 1er de l'article 70 au début de la procédure. La vérification de l'absence de dettes sociales et fiscales et l'absence de situation de faillite (ou assimilée) s'effectue par le Pouvoir adjudicateur via la consultation (i) de l'application TELEMARC (DIGIFLOW) pour les soumissionnaires belges ou employant du personnel assujetti à l'ONSS (ii) ou, pour les autres soumissionnaires, de tout autre banque de données similaire référencée dans leur DUME. En l'absence de banque de données similaire disponible gratuitement pour le Pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires seront invités à transmettre les attestations correspondantes, datant de moins de 3 mois. L'adjudicataire pressenti sera en outre invité à transmettre dans les 10 jours ouvrables un extrait de casier judiciaire, datant de moins de 3 mois (ou du document assimilé pour les soumissionnaires étrangers), qui devra être fourni : pour le soumissionnaire agissant individuellement : s'il s'agit d'une personne morale : celui de la société et de chaque personne physique détenant un pouvoir de représentation, de décision et/ou de contrôle au sein du soumissionnaire ; à cette fin le soumissionnaire joint déjà à son offre la liste des personnes visées par la présente disposition (voir annexe 4) s'il s'agit d'une personne physique, le sien propre ; pour chaque membre du groupement si le soumissionnaire est un groupement sans personnalité juridique (suivant le même principe que repris ci-dessus, pour chaque membre du groupement) ; pour chaque tiers dont le soumissionnaire se prévaut pour répondre à la sélection qualitative. Les soumissionnaires sont invités à reprendre ces documents directement dans leur offre s'ils en disposent.

5.1.10. Critères d'attribution

Critère:

Type: Coût

Description: Prix

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 40

Critère:

Type: Qualité

Description: Méthodologie

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 30

Critère:

Type: Qualité

Description: Qualité des profils

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 30

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/71/1YF/2026>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.publicprocurement.be>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 29/06/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 120 Jours

Informations relatives à l'ouverture publique:

Date d'ouverture: 29/06/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 3

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Conseil d'Etat

Description des délais d'introduction des procédures de recours: 15 jours pour un recours en suspension, 60 jours pour un recours en annulation.

Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Digit'Eaux

Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Conseil d'Etat

Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Digit'Eaux

5.1. Lot: LOT-0004

Titre: Lot 4 : Assistance à l'investigation et à la réponse en cas d'incident industrielle

Description: Lot 4 : Assistance à l'investigation et à la réponse en cas d'incident industrielle

Identifiant interne: MP_26.105_4

5.1.1. Objet

Nature principale du marché: Services

Nomenclature principale (cpv): 79417000 Services de conseil en matière de sécurité

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Huy (BE331)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Liège (BE332)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Verviers — communes francophones (BE335)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Arr. Waremme (BE334)

Pays: Belgique

5.1.2. Lieu d'exécution

Subdivision pays (NUTS): Bezirk Verviers — Deutschsprachige Gemeinschaft (BE336)

Pays: Belgique

5.1.3. Durée estimée

Durée: 48 Mois

5.1.4. Reconduction

Nombre maximum de reconductions: 1

Autres informations sur le renouvellement: Le lot 4 comporte une reconduction.

5.1.5. Valeur

Valeur maximale de l'accord-cadre: 42 000,00 EUR

5.1.6. Informations générales

Participation réservée:

La participation n'est pas réservée.

Les noms et les qualifications professionnelles du personnel chargé de l'exécution du marché doivent être mentionnés: Non requises

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP): oui

5.1.9. Critères de sélection

Sources des critères de sélection: Avis

Critère: Assurance responsabilité professionnelle pour les risques

Description du critère de sélection: Assurance RC couvrant les risques liés aux prestations de cybersécurité Niveau(x) minimal(aux): Le soumissionnaire doit disposer d'une assurance en responsabilité civile couvrant les risques liés aux prestations du soumissionnaire en matière de cybersécurité

Critère: Références sur des services spécifiés

Description du critère de sélection: Références similaires Niveau(x) minimal(aux): Le soumissionnaire doit disposer au minimum de 2 références similaires. Par similaire, on entend des références portant sur : la réalisation d'audit en cybersécurité (lot 1 et 2) l'assistance à l'investigation et à la réponse en cas (lot 3 et 4), pour : des structures de taille équivalente (> 1k pers.) ou présentant un niveau de criticité ou de complexité égales ou supérieures, réalisées au cours des 3 dernières années. du secteur des utilities ou d'autres secteurs, à condition de démontrer un niveau de criticité et de complexité technique équivalent. Pour autant qu'elle porte sur les exigences requises (audit et assistance à l'investigation et à la réponse ; niveau de criticité / complexité requis), une même référence peut être utilisée pour plusieurs lots Par niveau de criticité égal ou supérieur, on entend toute organisation opérant des systèmes ou infrastructures classifiés comme important, essentiels ou critiques au sens de la directive NIS2, de la loi du 26 avril 2024 ou d'une réglementation sectorielle équivalente (opérateurs d'importance vitale, infrastructures critiques, secteurs régulés). Par niveau de complexité égal ou supérieur, on entend toute organisation disposant d'un environnement technique hétérogène incluant des systèmes OT/SCADA ou industriels, des interconnexions multi-sites, ou soumis à des exigences de disponibilité et de continuité opérationnelle strictes (SLA critique, 24/7). Les soumissionnaires sont dès lors invités à détailler leurs références de manière à démontrer la satisfaction à ces exigences.

Critère: Autres exigences économiques ou financières

Description du critère de sélection: Dans son offre, le soumissionnaire reprend impérativement le DUME (dûment rempli), par lequel l'opérateur économique déclare qu'il ne se trouve pas dans une des situations d'exclusion visées aux articles 67 à 69 de la loi du 17 juin 2016. L'article 70 de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics s'applique. Pour les motifs d'exclusion visés à l'article 67 de la loi, le candidat ou soumissionnaire signale d'initiative s'il a pris les mesures correctrices visées au paragraphe 1er de l'article 70 au début de la procédure. La vérification de l'absence de dettes sociales et fiscales et l'absence de situation de faillite (ou assimilée) s'effectue par le Pouvoir adjudicateur via la consultation (i) de l'application TELEMARC (DIGIFLOW) pour les soumissionnaires belges ou employant du personnel assujetti à l'ONSS (ii) ou, pour les autres soumissionnaires, de tout autre banque de données similaire référencée dans leur DUME. En l'absence de banque de données similaire disponible gratuitement pour le Pouvoir adjudicateur, les soumissionnaires seront invités à transmettre les attestations correspondantes, datant de moins de 3 mois. L'adjudicataire pressenti sera en outre invité à transmettre dans les 10 jours ouvrables un extrait de casier judiciaire, datant de moins de 3 mois (ou du document assimilé pour les soumissionnaires étrangers), qui devra être fourni : pour le soumissionnaire agissant individuellement : s'il s'agit d'une personne morale : celui de la société et de chaque personne physique détenant un pouvoir de représentation, de décision et/ou de contrôle au sein du soumissionnaire ; à cette fin le soumissionnaire joint déjà à son offre la liste des personnes visées par la présente disposition (voir annexe 4) s'il s'agit d'une personne physique, le sien propre ; pour chaque membre du groupement si le soumissionnaire est un groupement sans personnalité juridique (suivant le même principe que repris ci-dessus, pour chaque membre du groupement) ; pour

chaque tiers dont le soumissionnaire se prévaut pour répondre à la sélection qualitative. Les soumissionnaires sont invités à reprendre ces documents directement dans leur offre s'ils en disposent.

5.1.10. Critères d'attribution

Critère:

Type: Coût

Description: Prix

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 40

Critère:

Type: Qualité

Description: Méthodologie

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 30

Critère:

Type: Qualité

Description: Qualité des profils

Catégorie du critère d'attribution poids: Pondération (points, valeur exacte)

Nombre critère d'attribution: 30

5.1.11. Documents de marché

Adresse des documents de marché: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/71/1YF/2026>

5.1.12. Conditions du marché public

Conditions de soumission:

Soumission par voie électronique: Requise

Adresse de soumission: <https://www.publicprocurement.be>

Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation/candidatures peuvent être présentées: français

Catalogue électronique: Non autorisée

Variantes: Non autorisée

Date limite de réception des offres: 29/06/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Durée de validité des offres: 120 Jours

Informations relatives à l'ouverture publique:

Date d'ouverture: 29/06/2026 10:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Conditions du marché:

Le contrat doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés: Non

Facturation électronique: Requise

La commande en ligne sera utilisée: non

Le paiement électronique sera utilisé: non

5.1.15. Techniques

Accord-cadre:

Accord-cadre, avec remise en concurrence

Nombre maximal de candidats: 3

Informations sur le système d'acquisition dynamique:

Pas de système d'acquisition dynamique

5.1.16. Informations complémentaires, médiation et recours

Organisation chargée des procédures de recours: Conseil d'Etat
Description des délais d'introduction des procédures de recours: 15 jours pour un recours en suspension, 60 jours pour un recours en annulation.
Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché: Digit'Eaux
Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours: Conseil d'Etat
Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures: Digit'Eaux

8. Organisations

8.1. ORG-0001

Nom officiel: Digit'Eaux
Numéro d'enregistrement: BE0794.566.590
Adresse postale: Rue des Ecoles 17
Ville: Verviers
Code postal: 4800
Subdivision pays (NUTS): Arr. Huy (BE331)
Pays: Belgique
Point de contact: Philippe Picalausa
Adresse électronique: philippe.picalausa@digiteaux.be
Téléphone: +32 87260900
Adresse internet: <http://www.digiteaux.be/>

Rôles de cette organisation:

Acheteur
Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché
Organisation qui reçoit les demandes de participation/candidatures

8.1. ORG-0002

Nom officiel: Conseil d'Etat
Numéro d'enregistrement: 0931814266
Adresse postale: Rue de la Science 33
Ville: Bruxelles
Code postal: 1040
Subdivision pays (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)
Pays: Belgique
Adresse électronique: info@conseildetat.be
Téléphone: +32 22349611
Adresse internet: <http://conseildetat.be/?page=e-procedure&lang=fr>

Rôles de cette organisation:

Organisation chargée des procédures de recours
Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours

8.1. ORG-0003

Nom officiel: 3P - Aanbieder van diensten / Prestataire de services
Numéro d'enregistrement: BE 0475.480.736
Ville: Antwerpen / Anvers
Code postal: 2000
Subdivision pays (NUTS): Arr. Antwerpen (BE211)
Pays: Belgique

Adresse électronique: info@3p.eu

Téléphone: +32 3 294 30 51

Rôles de cette organisation:

Prestataire de services de passation de marché

8.1. ORG-0004

Nom officiel: FPS Policy and Support

Numéro d'enregistrement: BE 0671.516.647

Ville: Brussels

Code postal: 1000

Subdivision pays (NUTS): Arr. de Bruxelles-Capitale/Arr. Brussel-Hoofdstad (BE100)

Pays: Belgique

Adresse électronique: e.proc@publicprocurement.be

Téléphone: +32 2 740 80 00

Rôles de cette organisation:

TED eSender

10. Changement

Version de l'avis antérieur à modifier

:

6abc53a4-60b0-4b6b-97b3-fb26641df919-01

Principale raison du changement

:

Mise à jour d'informations

Description

:

Les documents du marché ont été modifiés le 18/06/26. PROCEDURE - Critère de sélection qualitative.

10.1. Changement

Identifiant de la section: LOT-0003

Identifiant de la section: LOT-0002

Identifiant de la section: LOT-0004

Identifiant de la section: LOT-0001

Identifiant de la section: PROCEDURE

Informations relatives à l'avis

Identifiant/version de l'avis: 0f20a820-e658-4da4-ac06-139a7bbac88b - 01

Type de formulaire: Mise en concurrence

Type d'avis: Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

Sous-type d'avis: 16

Date d'envoi de l'avis: 18/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Date et heure de transmission de l'avis (eSender): 18/06/2026 00:00:00 (UTC+02:00) Heure de l'Europe orientale, heure d'été de l'Europe centrale

Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible: français

Numéro de publication de l'avis: 427128-2026

Numéro de publication au JO S: 118/2026

